

Suppléant : Jean-Marie LORBER

61 ans • directeur d'entreprises industrielles

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

L'heure est venue de dire les choses et d'en tirer les conséquences. La France, au bord du chaos économique et politique, entraîne l'Alsace dans sa chute.

Dans un pays où le taux d'imposition est le plus élevé d'Europe et où l'argent public est dépensé « quoi qu'il en coûte », l'État n'est pourtant plus en mesure d'assurer correctement les missions de service public : éducation, sécurité, santé, infrastructures ou protection de nos concitoyens les plus fragiles. Ce même État est par contre bien présent lorsqu'il s'agit de restreindre les libertés ou de brimer l'Alsace en imposant le Grand Est.

Disons-le : le vrai problème de la France, c'est ce centralisme parisien - coûteux et inefficace - que Macron, l'extrême-gauche et l'extrême-droite partagent en commun.

Nous voulons vous redonner fierté et espoir en traçant à l'Assemblée nationale une autre voie, celle d'une Alsace autonome dans une France fédérale. Celle d'une société qui retrouvera la prospérité ainsi que les valeurs du travail, du respect, de l'honnêteté et de la justice.

Le peuple alsacien a la volonté de s'en sortir, donnons-lui enfin les moyens en envoyant à Paris, non plus des godillots de partis parisiens, mais des hommes et des femmes de convictions.

Pour l'Alsace, il n'y a qu'un vote utile : Unser Land. Votez alsacien !



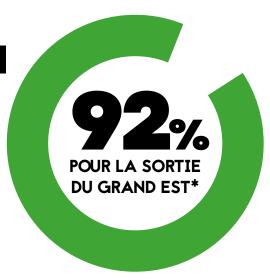
AVANT DE VOTER, RAPPELEZ-VOUS:

- Les promesses non tenues des Macronistes de sortir du Grand Est. Ils ne feront pas demain ce qu'ils n'ont pas voulu faire hier!
- Les trahisons des Républicains, qui, aujourd'hui, dirigent et soutiennent le Grand Est.
- L'opposition du Rassemblement National au projet de Conseil unique d'Alsace (2013) et aux langues régionales (Loi Molac).
- Le mépris de la gauche et des écologistes pour les spécificités de l'Alsace.

SEUL UNSER LAND DÉFEND LES INTÉRETS DES ALSACIENS!

JE VOTE UNSER LAND POUR:

- ✓ La sortie du Grand Est et le retour de notre région
- ✓ La fin du centralisme parisien
- ✓ La prospérité et la justice sociale
- ✓ La démocratie directe
- ✓ Un avenir à notre langue et au Droit Local



*Consultation citoyenne organisée par la Collectivité européenne d'Alsace entre le 22 décembre 2021 et le 15 février 2022

NOTRE PROGRAMME

PORTER LA VOIX DE L'ALSACE À PARIS

Sortir du Grand Est et transformer la Collectivité européenne d'Alsace en une vraie collectivité à statut particulier. Maintenir le Droit local et le Concordat. Co-officialiser la langue régionale.

RENOUVELER LA DÉMOCRATIE, INSTAURER LE FÉDÉRALISME

En finir avec le millefeuille administratif. Réduire le pouvoir des préfets, renforcer celui des collectivités locales. Permettre les référendums d'initiative citoyenne, généraliser le scrutin proportionnel.

PRÉSERVER NOS RICHESSES, RÉDUIRE NOS DÉPENDANCES

L'écologie n'est pas une couleur politique mais un enjeu majeur sanitaire, économique et géopolitique. Nous voulons préserver nos paysages, les terres agricoles, la qualité de l'air et de l'eau. Réduire les gaspillages énergétiques et alimentaires. En finir avec l'obsolescence programmée. Développer les alternatives au pétrole et au gaz.

MISER SUR L'ÉDUCATION

Régionaliser le système éducatif. Généraliser le bilinguisme en Alsace et l'offre en enseignement immersif. Renforcer les liens avec le monde du travail, développer l'instruction civique. Enseigner l'histoire régionale et européenne.

CONSTRUIRE UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE

Renforcer le pouvoir du Parlement européen de Strasbourg au détriment de celui de la Commission européenne de Bruxelles.

POUR UNE SANTÉ DE PROXIMITÉ

Régionaliser la politique de santé (infrastructures hospitalières, numerus clausus) pour garantir l'accès aux soins à tous. Pérenniser et moderniser le régime local d'assurance maladie. Miser sur la prévention et la responsabilisation. Créer un groupement transfrontalier de santé.

POUR UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE ET TRANSPARENTE

Simplifier drastiquement la fiscalité. Réduire la taxation du travail; augmenter les prélèvements sur la spéculation. Introduire le principe « une collectivité, un impôt », pour que les collectivités perçoivent directement les ressources nécessaires à l'exercice de leurs compétences et que chaque citoyen puisse connaître la destination précise de sa contribution.

Retrouvez notre programme complet www.unserland.org

